

Des banquiers anglo-saxons ont organisé la Seconde Guerre mondiale

par Valentin Katasonov

À l'occasion du 70^e anniversaire de la Victoire contre le nazisme, nous publions une étude de Valentin Katasonov sur le financement du NSDAP et le réarmement du Troisième Reich. L'auteur s'appuie sur des documents publiés en 2012 qui confirment l'organisation de la Seconde Guerre mondiale par des banquiers états-uniens et britanniques, couverts par le président Franklin Roosevelt et le Premier ministre Neville Chamberlain, dans l'espoir de détruire l'URSS. Cette étude soulève de nouvelles questions qui seront abordées dans un prochain article.

Réseau Voltaire International | Moscou (Russie) | 11 mai 2015



Hjalmar Schacht (à gauche), le ministre des Finances de Hitler, avec son bon ami Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1920 à 1944. Selon les documents révélés par la Banque d'Angleterre en 2012, l'or tchécoslovaque avait été déposé à Londres dans un sous-compte au nom de la Banque des règlements internationaux (BRI). Lorsque les nazis entrèrent à Prague, en mars 1939, ils envoyèrent immédiatement des soldats à la Banque nationale. Les administrateurs tchèques reçurent ordre, sous peine de mort, d'envoyer deux demandes de transfert. La première ordonnait à la BRI de transférer 23,1 tonnes d'or de son sous-compte tchécoslovaque de la Banque d'Angleterre, au sous-compte de la Reichsbank, également tenu à Threadneedle Street. Le deuxième ordre chargeait la Banque d'Angleterre de transférer près de 27 tonnes de l'or détenu en nom propre par la Banque nationale de Tchécoslovaquie au sous-compte de la BRI à la Banque d'Angleterre.

La guerre n'a pas été déclenchée par un Führer enragé qui se trouvait à diriger l'Allemagne à cette époque. La Seconde Guerre mondiale est l'œuvre d'une oligarchie mondiale, ou plus précisément des ploutocrates anglo-américains.

Utilisant des instruments tels que la Réserve fédérale US et la Banque d'Angleterre, ils ont commencé à se préparer pour le prochain conflit d'ampleur mondiale immédiatement après la Première Guerre mondiale. Leur cible était l'URSS.

Les plans Dawes et Young, la création de la Banque des règlements internationaux (BRI), la suspension du paiement des réparations par l'Allemagne prévues par le Traité de Versailles et l'acquiescement des anciens alliés de la Russie à cette décision, les investissements étrangers massifs dans l'économie du Troisième Reich, la militarisation de l'économie allemande et les violations du Traité de Versailles sont autant de jalons sur le chemin conduisant à la guerre.

Derrière ce complot se tenaient des personnages-clefs : les Rockefeller, les Morgan, Lord Montagu Norman (gouverneur de la Banque d'Angleterre) et Hjalmar Schacht (président de la Reichsbank et ministre de l'Économie du gouvernement de Hitler). Le programme stratégique des Rockefeller et des Morgan était de subjuguier l'Europe économiquement, de saturer l'Allemagne d'investissements et de crédits étrangers, et de l'amener à délivrer un coup mortel à la Russie soviétique, afin que celle-ci revienne au capitalisme en tant que colonie.

Montagu Norman (1871-1950) a joué un rôle important d'intermédiaire dans le dialogue entre les milieux financiers américains et les chefs d'entreprise allemands. Hjalmar Schacht a organisé la reconstitution du secteur défense de l'économie allemande. L'opération menée par les ploutocrates était dissimulée par des politiciens tels que Franklin Roosevelt, Neville Chamberlain et Winston Churchill. En Allemagne, ces projets étaient exécutés par Hitler et Hjalmar Schacht. Selon certains historiens, Hjalmar Schacht a joué un rôle plus important que Hitler. Seulement, il restait dans l'ombre.

À l'issue de la Première guerre mondiale, le Plan Dawes visait à compromettre la Triple Entente et à collecter les réparations de guerre auprès de l'Allemagne. Le Plan Dawes (proposé par le Comité Dawes, présidé par Charles G. Dawes) désignait une tentative faite en 1924 de résoudre le problème des réparations, qui avait miné la politique internationale après la Première guerre mondiale et le Traité de Versailles (la France, réticente, a perçu plus de 50 % du montant des réparations). Entre 1924 et 1929, l'Allemagne a reçu 2,5 milliards de dollars des États-Unis et 1,5 milliards de la Grande-Bretagne dans le cadre du Plan Dawes. Il s'agit de sommes considérables, qui correspondent à 1 trillion (mille milliards) de dollars d'aujourd'hui. Hjalmar Schacht a joué un rôle actif dans la mise en œuvre du Plan Dawes. En 1929, il a résumé les résultats en déclarant qu'en 5 ans, l'Allemagne avait reçu davantage de prêts étrangers que les États-Unis au cours des 40 années ayant précédé la Première guerre mondiale. En conséquence, en 1929, l'Allemagne était devenue la deuxième puissance industrielle mondiale, devant la Grande-Bretagne.

Dans les années 1930, l'Allemagne a continué de bénéficier d'investissements et de prêts. Rédigé en 1929 et adopté officiellement en 1930, le Plan Dawes désignait un programme visant à régler les dettes de guerre allemandes à l'issue de la Première guerre mondiale. Il a été présenté par le comité présidé (1929-30) par l'industriel américain Owen D. Young, fondateur et ex-premier président de Radio Corporation of America (RCA). À l'époque, Young siégeait également au conseil d'administration de la Fondation Rockefeller, et il avait en outre été l'un des représentants impliqués dans un dispositif de réaménagement des réparations de guerre, le Plan Dawes de 1924. Selon le plan, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) a été créée en 1930 pour permettre à l'Allemagne de payer les

réparations aux vainqueurs. En réalité, l'argent a pris une toute autre direction, à savoir qu'il est parti des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour arriver en Allemagne. Le capital de la majorité des sociétés allemandes ayant une importance stratégique était, intégralement ou partiellement, américain. Une partie était détenue par des investisseurs britanniques. Les secteurs du raffinage du pétrole et de la liquéfaction du charbon de l'économie allemande étaient dans les mains de Standard Oil (les Rockefeller). Le géant de l'industrie chimique Farbenindustrie AG est passé sous le contrôle du groupe Morgan. Quarante pourcent du réseau téléphonique et 30 % des actions de Focke Wulf étaient sous le contrôle de la société américaine ITT. La radio et les géants de l'industrie électrique AEG, Siemens et Osram sont passés sous le contrôle d'American General Electric. ITT et General Electric faisaient partie de l'empire de Morgan. Cent pourcent des actions Volkswagen appartenaient à l'Américain Ford. Au moment où Hitler a accédé au pouvoir, le capital financier US contrôlait quasiment tous les secteurs d'importance stratégique de l'industrie allemande : raffinage du pétrole, production de carburant de synthèse, chimie, construction automobile, aviation, ingénierie électrique, radio, ainsi qu'une grande partie de l'industrie de la construction mécanique (278 sociétés au total). Les grandes banques allemandes, telles que la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, la Donat Bank et quelques autres, étaient sous contrôle US.

Le 30 janvier 1933, Hitler devenait chancelier d'Allemagne. Auparavant, sa candidature avait été étudiée à la loupe par les banquiers américains. Hjalmar Schacht s'est rendu aux États-Unis à l'automne 1930 pour parler de cette nomination avec des collègues américains. La désignation de Hitler a finalement été approuvée lors d'une réunion secrète de financiers aux États-Unis. Schacht a passé toute l'année 1932 à convaincre les banquiers allemands que Hitler était le meilleur candidat au poste. Il a atteint son objectif. À la mi-novembre 1932, 17 des plus grands banquiers et industriels allemands ont adressé une lettre au Président Hindenburg, dans laquelle ils exigeaient qu'il nomme Hitler chancelier. La dernière réunion de travail des financiers allemands avant l'élection s'est tenue le 4 janvier 1933 à Cologne, au domicile du banquier Kurt von Schröder. Ensuite, le parti national-socialiste est arrivé au pouvoir. Les relations financières et économiques de l'Allemagne avec les Anglo-saxons se sont alors resserrées d'un cran.

Hitler a immédiatement annoncé qu'il refusait de payer les réparations de guerre. Il a mis en doute la capacité de l'Angleterre et de la France à rembourser leurs propres dettes de la Première guerre mondiale aux États-Unis. Washington n'a émis aucune objection à l'annonce de Hitler. En mai 1933, Hjalmar Schacht s'est rendu une nouvelle fois aux États-Unis. Il y a rencontré le président Franklin Roosevelt et les grands banquiers en vue de demander une ligne de crédit de 1 milliard de dollars. En juin de la même année, Hjalmar Schacht s'est rendu à Londres pour s'entretenir avec Montagu Norman. Tout est passé comme une lettre à la poste. Les Britanniques ont consenti un prêt de 2 milliards de dollars. Ils n'ont soulevé aucune objection quant à la décision de l'Allemagne de suspendre le remboursement de sa dette.

Selon certains historiens, les Américains et les Britanniques étaient accommodants parce que, dès 1932, l'Union soviétique avait réalisé le plan quinquennal de développement économique en vue d'atteindre de nouveaux sommets en tant que puissance industrielle. Quelques milliers d'entreprises avaient vu le jour, en particulier dans l'industrie lourde. La dépendance de l'URSS à l'importation de produits industriels avait ainsi considérablement diminué. Les chances d'étrangler l'Union soviétique économiquement s'en trouvaient

quasiment réduites à zéro. Il a alors été décidé de recourir à la guerre et de lancer la militarisation accélérée de l'Allemagne.

Pour celle-ci, l'obtention de crédits américains ne posait aucun problème. Hitler est arrivé au pouvoir dans son pays à peu près en même temps que Franklin Roosevelt aux États-Unis. Les banquiers qui ont soutenu Hitler en 1931 sont précisément ceux qui ont soutenu l'élection de Roosevelt. Une fois en poste, le nouveau président ne pouvait guère faire moins qu'accorder de généreux crédits à l'Allemagne. D'ailleurs, beaucoup ont remarqué la grande similitude entre le New Deal de Roosevelt et la politique économique du Troisième Reich. Rien d'étonnant. Ce sont en effet les mêmes qui assuraient le sauvetage des deux gouvernements tout en les conseillant. Ils représentaient principalement les milieux financiers US.

Le New Deal de Roosevelt n'a pas tardé à capoter. En 1937, les États-Unis étaient embourbés dans la crise économique. En 1939, l'économie US tournait à 33 % de sa capacité industrielle (19 % aux pires moments de la crise de 1929-1933).

Rexford G. Tugwell, un économiste du premier Brain Trust, équipe d'universitaires de l'Université de Columbia mise en place par Franklin Roosevelt et ayant contribué aux recommandations politiques qui ont conduit au New Deal de Roosevelt, écrivait qu'en 1939 le gouvernement avait échoué. La situation est restée figée jusqu'à l'invasion de la Pologne par Hitler. Seuls les puissants vents de la guerre pouvaient dissiper la brume. Quoi que Roosevelt puisse tenter, ses initiatives étaient condamnées à l'échec. [1] Seule une guerre mondiale pouvait sauver le capitalisme US. En 1939, les ploutocrates ont mis en œuvre tous les moyens à leur disposition pour faire pression sur Hitler et l'inciter à lancer une guerre à grande échelle à l'Est.

La Banque des règlements internationaux (BRI) a joué un rôle important pendant la Seconde Guerre mondiale. Tête de pont des intérêts états-uniens en Europe, elle assurait la liaison entre les entreprises anglo-américaines et allemandes. C'était en quelque sorte une zone offshore abritant le capital cosmopolite contre les initiatives politiques, les guerres, les sanctions, etc.

Cette banque a été créée sous la forme d'une entité commerciale publique. Son immunité face aux interférences gouvernementales et, par exemple, à l'imposition, était garantie par l'accord international signé à La Haye en 1930. Les banquiers de la Réserve fédérale de New York, proches des Morgan, de Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, ainsi que des financiers allemands tels que Hjalmar Schacht (président de la Reichsbank et ministre de l'économie du gouvernement de Hitler), Walther Funk (qui a remplacé Hjalmar Schacht au poste de président de la Reichsbank) et Emil Puhl, tous ont joué un rôle important dans la fondation de la Banque. Parmi les fondateurs figuraient les banques centrales de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, d'Allemagne, de Belgique et quelques banques privées.

La Banque fédérale de New York a fait de son mieux, mais n'a pas fait partie des établissements fondateurs de la BRI. Les États-Unis étaient représentés par la banque privée First National Bank of New York, J.P. Morgan and Company, la First National Bank of Chicago, qui faisaient toutes partie de l'empire Morgan. Le Japon était également représenté par des banques privées. En 1931-1932, 19 banques centrales européennes rejoignaient la Banque des règlements internationaux. Gates W. McGarrah, banquier du clan des Rockefeller, était le premier président du conseil d'administration de la BRI. Il a été remplacé par Leon Fraser,

qui représentait le clan des Morgan. Pendant la guerre, la banque était présidée par un citoyen américain, Thomas H. McKittrick.

Beaucoup d'encre a coulé au sujet des activités de la BRI au service des intérêts du Troisième Reich. La Banque était impliquée dans des transactions avec différents pays, y compris ceux avec lesquels l'Allemagne était en guerre.

Depuis Pearl Harbor, la Banque des règlements internationaux jouait le rôle de correspondant de la Federal Reserve Bank de New York. Elle était sous contrôle nazi pendant la guerre, même si c'est l'Américain Thomas Huntington McKittrick qui la présidait. Les soldats mouraient sur les champs de bataille pendant que la direction de la BRI se réunissait à Bâle avec les banquiers d'Allemagne, du Japon, d'Italie, de Belgique, de Grande-Bretagne et des États-Unis.

Dans ce havre de paix que constituait la zone offshore suisse, les représentants des belligérants travaillaient tranquillement dans un climat de compréhension mutuelle.

C'est en Suisse que l'Allemagne a mis en lieu sûr l'or saisi aux quatre coins de l'Europe. En mars 1938, lorsque Hitler s'est emparé de Vienne, une partie de l'or autrichien a été transférée dans les coffres-forts de la BRI. La même chose a été faite avec l'or de la Banque nationale tchèque (48 millions de dollars). Lorsque la guerre a éclaté, l'or entrainé à pleines portes à la Banque des règlements internationaux. L'Allemagne le récupérait dans les camps de concentration et par le pillage des pays occupés (y compris de tout ce qui appartenait à des civils : bijoux, dents en or, étuis à cigarettes, ustensiles divers, etc.). C'est ce que l'on a appelé l'or nazi. Il était fondu en lingots afin d'être entreposé à la Banque des règlements internationaux, en Suisse ou hors d'Europe.

Dans son livre *Trading With The Enemy : An Expose of The Nazi-American Money Plot 1933-1949*, Charles Higham écrit que, pendant la guerre, les nazis ont transféré 378 millions de dollars sur les comptes de la Banque des règlements internationaux.

Quelques mots au sujet de l'or tchèque. Certaines informations ont fait surface après l'ouverture des archives de la Banque d'Angleterre en 2012 [2]. En mars 1939, l'Allemagne s'emparait de Prague. Les Nazis ont exigé 48 millions de dollars des réserves d'or nationales. Il leur a été répondu que cette somme avait déjà été transférée à la Banque des règlements internationaux. Par la suite, on a su que cet or avait été transféré de Bâle dans les coffres-forts de la Banque d'Angleterre. Sur l'ordre de Berlin, l'or a été transféré sur le compte de la Reichsbank à la BRI. Ensuite, la Banque d'Angleterre a été impliquée dans les transactions effectuées sur les ordres donnés par la Reichsbank à la Banque des règlements internationaux. Ces ordres étaient retransmis à Londres. Il y a donc eu collusion entre la Reichsbank allemande, la Banque des règlements internationaux et la Banque d'Angleterre. En 1939, un scandale a éclaté en Grande-Bretagne lorsqu'on a su que la Banque d'Angleterre exécutait les transactions portant sur l'or tchèque sur les ordres de Berlin et de Bâle, et non du gouvernement tchèque. Par exemple, en juin 1939, trois mois avant le début de la guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, la Banque d'Angleterre a aidé les Allemands à transférer sur leur compte l'équivalent en or de 440 000 livres sterling, et à acheminer une partie de l'or à New York (l'Allemagne s'assurait ainsi de la neutralité des États-Unis en cas d'intervention allemande en Pologne).

Ces transactions illégales sur l'or tchèque ont été effectuées avec l'accord tacite du gouvernement de Grande-Bretagne, qui savait parfaitement ce qui était en train de se

passer. Le Premier ministre Neville Chamberlain, le Chancelier de l'Échiquier sir John Simon et les autres responsables de haut rang ont tout fait pour dissimuler la vérité, y compris en mentant éhontément (en affirmant que l'or avait été restitué à son propriétaire légitime ou qu'il n'avait jamais été transféré à la Reichsbank). Les documents de la Banque d'Angleterre rendus publics dernièrement révèlent les faits et montrent que les responsables gouvernementaux ont menti, afin de se couvrir eux-mêmes et de couvrir les activités de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. La coordination de ces activités criminelles conjointes était un jeu d'enfant lorsqu'on sait que Montagu Norman, directeur de la Banque d'Angleterre, présidait également le conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux. Il n'a d'ailleurs jamais caché ses sympathies pour les fascistes.

La Conférence de Bretton Woods, officiellement Conférence monétaire et financières des Nations unies, a réuni les 730 délégués des 44 pays alliés au Mount Washington Hotel, à Bretton Woods (New Hampshire), aux États-Unis, en vue de réguler la vie monétaire et financière internationale à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Cette conférence s'est tenue du 1^{er} au 22 juillet 1944. La Banque des règlements internationaux se retrouvait soudain sous le feu des projecteurs. On rapportait qu'elle avait collaboré avec l'Allemagne fasciste. Sans entrer dans les détails, je me limiterai à dire qu'après bien des aléas (certains délégués états-uniens s'étant opposés à la motion), les délégués sont tombés d'accord pour fermer la BRI. Cette décision de la conférence internationale n'a jamais été appliquée. Toutes les informations susceptibles de jeter le discrédit sur les activités de la BRI pendant la guerre ont été classées. Aujourd'hui, cela contribue à falsifier l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Pour finir, quelques mots sur Hjalmar Schacht (1877-1970), ancien président de la Reichsbank et ministre de l'Économie du gouvernement fasciste de l'Allemagne. Il a joué un rôle de premier plan dans le contrôle de la machine économique du Troisième Reich en agissant comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du capital anglo-américain en Allemagne. En 1945, Schacht a été jugé à Nuremberg et acquitté le 1^{er} octobre 1946. Il échappait aux accusations de meurtre. Tout comme Hitler. Pour des raisons qui demeurent inexpliquées, il ne figurait pas sur la liste des principaux criminels de guerre de 1945. Mieux, Schacht a repris sa vie professionnelle comme si de rien n'était et fondé la société Schacht GmbH à Düsseldorf. Ce détail peut sembler insignifiant, mais il confirme une fois de plus que les ploutocrates anglo-américains et leurs représentants plénipotentiaires en Allemagne avaient préparé et, dans une certaine mesure, influencé l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Les ploutocrates veulent réécrire l'histoire de la guerre et changer ses résultats.

Valentin Katasonov

Traduction : Gilles Chertier

Source : Strategic Culture Foundation (Russie)

[1] P. Tugwell, *The Democratic Roosevelt, A Biography of Franklin D. Roosevelt*, New York, 1957, p 477.

[2] <http://www.bankofengland.co.uk/arch...>

Valentin Katasonov est professeur au Département de Moscou de l'Institut d'Etat de Finance internationale, docteur en sciences économiques, membre correspondant de l'Académie des sciences économiques et commerciales. Il fut consultant des Nations Unies (1991-93), membre du Conseil consultatif auprès du Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (1993-96), chef du Département des relations monétaires internationales du ministère des Affaires étrangères de la Russie (2001-11).